

**Enquête publique préalable au permis d'aménager concernant l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site Vaugirard au 222-224 rue de la Croix-Nivert dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.**

Les membres de la Commission d'Enquête ont pris rendez-vous à la Mairie de Paris dans le but d'éclaircir certains points du dossier et de connaître le point de vue de la Mairie de Paris, partie prenante du projet au travers de la RATP. Le dossier établi par la RATP ainsi que les indications verbales font état de nombreux échanges avec la Ville de Paris et indiquent que certaines dispositions ont été retenues avec les directives de ses services.

De ce fait la commission d'Enquête Publique a souhaité une réunion avec les différents services concernés de la Mairie de Paris: urbanisme, petite enfance et voirie.

**Procès-Verbal de réunion du 15 octobre 2015**

**Etaient présents :**

- Commission d'Enquête : MM.BERTRAND, BURLAUD, FOUGERON et WELLHOFF
- Mairie de Paris : Direction de l'urbanisme :  
Philippe CAUVIN, adjt au Dir. de l'Urbanisme  
Valérie SNITER, Chef de projet Urbanisme  
Pascal TASSERY, Sous directeur Permis de Construire et Paysage de la rue  
Aurélie COUSI chef du service Aménagement Ville de Paris
- Mairie de Paris : Voirie  
Karine BONNEFOY chef de la subdivision Projet Paris XVème
- Mairie de Paris : petite enfance non représentée

**Documents remis:** La Mairie de Paris remet à la commission la copie d'un courrier de la Direction de l'urbanisme vers la Préfecture en date du 13 octobre 2015 transmettant l'avis de la direction des familles et de la Petite Enfance du 2 octobre, avis constatant dans les documents complémentaire remis par la RATP que le bon fonctionnement de la crèche est désormais assuré. Les hauteurs de certains bâtiments ont été abaissées. De ce fait l'avis défavorable figurant dans le dossier d'enquête publique devient désormais favorable.

**Principe de l'entretien**

La commission pose ses questions successivement sur chacun des sujets suivants et les représentants de la Mairie répondent collégalement.

**Rôle de la Mairie de Paris vis-à-vis de la RATP**

Mme SNITER joue auprès de RATP le rôle non pas d'AMO, mais de « porte d'entrée des services de la Mairie de Paris ».

Le protocole des 10 000 logements entre RATP et Maire de Paris n'est pas un chèque en blanc. Après une première série d'examen de la demande de Permis d'Aménagement par les différents services, un deuxième examen aura lieu suite au rapport de la commission d'enquête dans le délai d'instruction prévu, puis un troisième dans le cadre des futurs Permis de construire.

La direction de l'urbanisme assure que la RATP est et sera soumise aux mêmes règles et aux mêmes procédures que tout autre pétitionnaire.

### **Voie Nouvelle**

Selon la Mairie de Paris la voie nouvelle est une nécessité pour raccorder les nouveaux ouvrages à la ville. C'est un principe général d'aménagement urbain pour des ouvrages importants (industriels et logements). La qualité de gestion des réseaux, de la voirie et des services publics est bien meilleure avec une voie publique qu'avec une voie privée, toujours sous dimensionnée. Au titre des services publics (pompiers, égouts, courriers, police,...) la Voie nouvelle est plus impérative pour les logements A et B que pour le site industriel.

La Mairie de Paris indique que la voie nouvelle aurait été souhaitée même si l'entrée du site RATP avait été placée ailleurs.

Par ailleurs la Mairie de Paris n'a pas de préjugé contre le principe de deux impasses, mais dans ce cas la solution de la Voie Nouvelle traversante limitée à 30km/h avec vélos à contresens est préférable. Le sens de circulation retenue est le meilleur.

### **Hypothèse d'une séparation des aménagements RATP et Ville de Paris (question du public)**

La Ville de Paris, dans ses opérations d'urbanisme, s'appuie sur les opérateurs historiques d'aménagements publics comme la RATP. Ce principe figure dans le protocole des 10 000 logements. Les actions sont ainsi plus lisibles et cela facilite l'émergence de projets. L'intérêt public est maintenu.

### **Crèche**

La voie nouvelle n'est pas un critère éliminatoire. De nombreux cas de crèche à proximité des rues existent (ex.rue Ing.Keller).

Rappel du caractère provisoire des installations extérieures sur une partie de voie future réservée pour un accès RATP. La commission demande que soient recherchés d'éventuels documents, autres que la délibération du Conseil de Paris et son exposé des motifs)

La Ville de Paris indique que l'accès à la crèche et le jardin seront à reconfigurer pour assurer des conditions satisfaisantes de sécurité et d'activité des enfants. La question de l'ensoleillement est réglée et celle du sommeil des enfants n'est pas déterminante. Il s'agit plus de définir ou de limiter l'accès des poids lourds que

de mettre en cause le principe de la voie nouvelle.

Modifier en totalité l'accès du côté de la rue de la Croix Nivert en passant par la RIVP semble peu pratique à la Mairie de Paris.

### **Equipements et Services publics**

Existence du multi-accueil dans le projet RATP au Bâtiment A avec jardin arrière. Ce sera un équipement municipal. Il a été dimensionné pour 30 enfants, correspondant, à la population nouvelle amenée par le projet.

A Paris la Direction des Affaires scolaires est très attentive aux variations de population, mais dans le XVème arrdt on constate une baisse du nombre des enfants.

Lorsque les logements seront livrés vers 2020, la Mairie de Paris aura mobilisé tous ses moyens et aura prévu les équipements nécessaires aux besoins. Des calculs prévisionnels sont effectués par rapport à la typologie des logements et « selon la temporalité ».

### **Espace vert**

La Direction de l'urbanisme admet l'argument (RATP) de priorité donnée à la fonction industrielle d'entretien des rames de métro, qui exige la totalité de la surface au sol pour l'activité RATP et place les plantations en toiture, dans les jardins arrières des immeubles et dans la voie nouvelle.

### **Conservation des façades et de l'entrée du site**

L'avis de la direction de l'urbanisme est qu'il n'y a pas vraiment d'Avis de l'Architecte des Batiments de France.

### **Assainissement**

La Direction de l'urbanisme constate que les recommandations du service de l'assainissement sont celles de toute construction actuelle sur Paris

### **PLU/Hauteur des bâtiments**

L'aspect réglementaire sera vérifié dans le cadre du Permis de Construire

Les « hauteurs capables » et gabarits découlent des immeubles existants et des largeurs de voirie.

L'aspect « barres » des immeubles A et B sera sans doute reconsidéré au moment de l'examen du Permis de Construire.

---

Pour la Commission d'Enquête  
F.BERTRAND